

LES ARABES, LES TURCS ; SI LOIN, SI PROCHES

Nora Seni

La Découverte | « Hérodote »

2016/1 N° 160-161 | pages 319 à 336

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707189417

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2016-1-page-319.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les Arabes, les Turcs ; si loin, si proches

Nora Seni¹

« Pas de nuage dans l'air, quelle est cette fumée
Pas de mort dans ces lieux, pourquoi ce deuil
Terribles sont ces terres étrangères du Yémen
Mère c'est ici le Yémen, l'herbe en est la rose,
Qui s'y rend ne revient guère, on se demande pourquoi
C'est ici Housh², le chemin en est escarpé,
Qui s'y rend ne revient guère, quelle affaire !

Devant la caserne s'alignent saules pleureurs
Officiers assis conseillent les soldats
Courageux venus au Yémen
(...)
La fumée encercle la caserne
Mères et pères fendent le cœur
Tous pleurent ceux partis pour le Yémen³. »

1. Professeure à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

2. En fait cette chanson est entrée dans le répertoire turc en changeant le nom de cette ville Hush – sans doute Hush-al Sharki – petite localité du Yémen à l'est d'un axe Sanaa-Taiz pour Muş (prononcer Mouche) ville du sud-est de la Turquie.

3. « La chanson du Yémen » (*Yemen Türküsü*), complainte de la région d'Elazig, aux confins est de l'Anatolie centrale. En turc : « Havada bulut yok bu ne dumandır/Mahlede ölüm yok bu ne sivandır/Su Yemen elleri ne de yamandır/Ano Yemen'dir, güllü çemendir, giden gelmiyor, acep nedendir. Burası Hus'tur, yolu yoktur giden gelmiyor acep ne istir ?//Kislanin önu sira söğütler/Zabıtlar oturmus akser ögütler, Yemen'e giden babayigitler (...)Kislanin önu duman bagladi/Analar babalar yürek dagladi/Yemen'e gidene herkes agladi... » Traduction Nora Seni.

Pourquoi cette « chanson du Yémen » (*Yemen türküsü*) connue de tous en Turquie contemporaine pour introduire un propos sur les représentations par lesquelles les Turcs expriment leurs perceptions des Arabes... sachant que ces dénominations Arabes, Turcs englobent des diversités considérables, religieuses, ethniques, culturelles? Cependant l'imaginaire des peuples n'évite justement pas ces amalgames et attribue des singularités, selon son propre découpage cartographique et culturel, au monde qui l'entoure. Cet article tente de cerner et d'analyser par une démarche géoculturelle et géopolitique⁴ l'imaginaire, les représentations que la société civile et le pouvoir politique déploient en Turquie à l'endroit des « Arabes ».

Aux confins de l'Empire ottoman dont il fait partie de façon discontinue depuis 1517, le Yémen occupe, dans l'imaginaire, la littérature, la musique populaire turque, une place qui excède l'importance qu'il a pu avoir dans la hiérarchie ottomane des provinces arabes. Comme le chante cette complainte de la région d'Elazig, il représente le territoire de la relégation, de l'exil contraint⁵ mais parfois aussi choisi. Si, dans cette chanson populaire, il s'agit bien de pauvres jeunes gens envoyés comme chair à canon vers la plus lointaine des périphéries de l'Empire, pour l'élite de la capitale ottomane le Yémen peut signifier un « bout du monde » romanesque où il est loisible d'aller se perdre. Ainsi, le roman de Halit Ziya Usakligil (1867-1945) « Le bleu et le noir », un des premiers de la littérature turque moderne, s'achève par le geste mélancolique du héros stambouliote, apprenti poète, qui, après avoir brûlé ses écrits à la suite de déceptions amoureuses et sociales, quitte dans un élan rimbaldien et dans une nuit – noire – les lumières – bleues – de la capitale pour le Yémen où il aura accepté un médiocre poste de fonctionnaire. C'est une des provinces arabes vers lesquelles la Porte ottomane éloigne aussi les militaires et hauts fonctionnaires turbulents qui l'encombrent.

Le Yémen fait partie de ces provinces arabes vers lesquelles se tourne l'Empire ottoman après sa défaite, en 1877, dans la guerre russo-turque. À l'issue de déroutes militaires répétées et face à l'affaiblissement de l'Empire en Europe, que confirme le traité de Berlin (1878), la politique du sultan Abdulhamid (1842-1918) opère un réinvestissement des forces de l'État vers ses provinces musulmanes. Il ambitionne de mieux relier les territoires arabes à la Porte, de les développer pour y puiser des forces nouvelles. La construction de la ligne de chemin de fer Hedjaz-Yémen qui relie Damas à Médine est l'une des concrétisations de ce projet. Si

4. J'emprunte ici à Yves Lacoste sa définition de la géopolitique : « l'approche méthodique d'un ensemble de représentations et d'arguments contradictoires traduisant les rivalités de divers types de pouvoir sur des *territoires* », in « L'Occident et la guerre des Arabes », *Hérodote*, n° 60-61 (1991).

5. L'exil contraint se dit *sürgün* en turc. Ce mot dérive du verbe *sürmek* qui veut dire « traîner ». Ainsi *sürgün* signifie un exil forcé vers lequel l'exilé aura été « traîné ».

ce sont bien les logiques militaires et stratégiques qui commandent cette entreprise, c'est sur sa vocation pieuse – relier les villes saintes de l'islam – que la Porte ottomane bâtit sa propagande. Entamés en 1900, les travaux s'achèvent en 1908 et la ligne ne se prolonge pas plus au sud de Médine. Pendant la Première Guerre mondiale cette ligne fait l'objet d'attaques des tribus bédouines conduites par l'officier britannique, personnage romanesque, T.E. Lawrence. La guerre achève d'associer le Yémen aux images de destruction. Nombre de soldats ottomans tombent sur le « front du Yémen »... Et leurs parents endeuillés composent et chantent la complainte dont les spécialistes évaluent à 1905 la date d'émergence. Publié en 1897, le roman « Le bleu et le noir » inaugure cette installation durable du vocable Yémen dans le champ sémantique des « pauvres jeunes gens sacrifiés », de l'« anéantissement » et de la « désolation ».

Les provinces du Fezzan (Libye) et de la Tripolitaine font également partie de la géographie de l'exil forcé avec la Syrie où le jeune Mustafa Kemal fut contraint de rejoindre la 5^e armée, en 1905, après avoir été condamné à Istanbul pour formation de groupe secret d'officiers de l'armée hamidienne. Il semble néanmoins que le terme exil (*sürgün*) comme représentation quelque peu dramatique est parfois trop facilement utilisé par les élites ottomanes qui autrement « menaient leur vie à Istanbul entre les quartiers de Péra⁶ et de Bab-i Ali⁷ (la Sublime Porte) » [Kreiser, 2010, p. 61], quartiers des ambassades et consulats européens où le mode de vie était occidental.

Leurs conditions de vie n'étaient vraisemblablement pas comparables à celles des pauvres soldats dont la complainte du Yémen déplore le destin. Au demeurant, aucun autre lieu de relégation ne semble avoir suscité, en cette fin d'empire, autant de représentations de désolation que cette province et telles qu'exprimées par cette complainte. Celle-ci reste une des pièces maîtresses du répertoire musical de la gauche turque contemporaine. Reprise en chœur à la fin de repas arrosés entre camarades et alors qu'on se laisse aller à une douce tristesse, le fameux *hüzün*, la *saudade* turque, elle n'incite pas à l'action. Élégiacque, elle se lamente sur le sort des pauvres gens des campagnes oubliées, déportés vers l'inconnu de provinces plus démunies encore.

L'image du Yémen-territoire-sans-retour, de pays encore moins développé que la moins développée des régions anatoliennes a traversé quasiment sans s'éroder le siècle dernier. Explique-t-elle partiellement l'indifférence de l'opinion turque quant au sort de Abd Rabbo Mansour Hadi, président du Yémen, chassé en 2015

6. Ancien quartier génois qui héberge ambassades, représentations consulaires et que régit un mode de vie « à l'occidentale ».

7. Quartier de la résidence du sultan et qui reste au XIX^e siècle le district de l'administration de l'État.

par la rébellion houthiste soutenue par l'Iran. R. T. Erdogan, président de la République turque, a bien offert de se joindre à la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite pour secourir le Yémen sunnite, mais son offre a été refusée, concurrence avec l'Arabie saoudite pour le leadership du monde musulman oblige. Ce refus n'a pas, lui non plus, ému l'opinion publique turque bien plus préoccupée de l'action des forces arabes (syriennes anti-Assad, Daech, Al-Nosra) à ses frontières et bien que la Turquie se trouvât, par ce refus, mise à l'écart de presque l'ensemble des pays arabes sunnites (l'Égypte, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Pakistan, le Maroc, le Koweït, le Soudan, la Jordanie, Bahrein) qui forment la coalition anti-houthis. On peut y lire l'ironie des équilibres moyen-orientaux de l'après-« printemps arabe » qui a vu s'écrouler la stratégie « zéro problème avec les voisins » de M. Davutoglu, Premier ministre turc, et favorise l'isolement progressif de la Turquie sur la scène arabe.

Le roman prénational turc continue de relater comme une trahison majeure le soulèvement de Hussein, chérif de La Mecque, qui, en 1916, en pleine Première Guerre mondiale et soutenu par les Anglais, a appelé les Arabes à se soulever pour se défaire de la domination ottomane⁸. L'expression « un coup de couteau dans le dos » accompagne invariablement ce récit et transmet l'impression toxique d'une trahison qui s'inscrit au patrimoine génétique des relations turco-arabes. Ce traumatisme n'a sans doute pas cessé d'alimenter en sourdine une méfiance nationaliste pérenne à l'endroit des Arabes [Çiçek, 2012]. Et réciproquement.

Les Arabes, objet de l'orientalisme ottoman ?

Un imaginaire plus pacifié recouvre le plus souvent ce genre de représentation... *l'orientalisme ottoman* [Makdisi, 2002] en est l'instrument. En analysant le *Ma' lûmât*, magazine illustré en turc, publié à Istanbul à partir de 1895, l'historien François Geogon [2009] insiste sur la « surreprésentation », dans les pages de ce bimensuel, des provinces arabes que n'expliquent ni l'importance numérique de la population, ni l'étendue sur laquelle elle se déploie. Cette propension à donner à voir les Arabes s'affirme, comme mentionnée plus haut, après que l'Empire a perdu la plus grande partie de ses territoires en Europe. La politique que développe

8. Les Ottomans tentent pendant la Première Guerre mondiale de s'affranchir des influences étrangères et d'en finir avec les autonomismes locaux. En cherchant à déstabiliser les Français et les Anglais, ils appellent à la guerre sainte. Mais au lieu de leur prêter main-forte le chérif Hussein conclut en janvier 1916 un accord par lequel le gouvernement de Londres s'engage à reconnaître l'indépendance d'une grande partie des pays arabes « depuis les confins septentrionaux de la Syrie jusqu'au golfe Persique à l'est; la Méditerranée à l'ouest (à l'exception d'une large bande côtière taillée dans le littoral syrien) et la péninsule Arabique au sud » [Dumont et Geogon, 1989, p. 625].

le sultan Abdulhamid [Georgeon, 2003] après la défaite de la guerre russo-turque reconfigure ce qu'on pourrait appeler le *paradigme identitaire* de l'Empire ottoman en le rendant « à la fois plus asiatique et plus musulman » [Georgeon, 2003]. J'entends ici par paradigme identitaire les caractéristiques réelles ou imaginaires, poussées en avant de la scène des représentations par un pouvoir politique central qui les diffuse comme éléments constitutifs de l'identité collective du groupe qu'il domine. Il incite ainsi le groupe à adopter des comportements conformes à ces représentations (attitudes en fonction du genre, modes vestimentaires et autres usages, portés par un référentiel religieux, national ou autre).

Abdulhamid accentue le trait musulman de la matrice qui configure l'identité ottomane en relançant le thème du califat (1870) et en resacralisant la fonction impériale que les réformes des *Tanzimat* avaient eu tendance à séculariser. Réaffirmer que la Sublime Porte est le siège du califat est censé donner « à la majorité démographique de l'Empire un "ciment" socioculturel plus solide⁹ ». Plus asiatique, l'Empire le devient en accordant plus d'attention et d'investissements aux provinces arabes que par le passé. La Syrie se trouve à ce titre en première place de la hiérarchie territoriale ottomane. Si le *Ma'lûmât* reflète ces orientations d'Abdulhamid, il offre également des photos des provinces arabes qui n'ont plus grand-chose d'ottoman, celle de la Tunisie, sous protectorat français depuis 1881, de l'Égypte, occupée par les Anglais depuis 1882. Le magazine traduit l'espoir pérenne de récupérer un jour ces territoires perdus de l'islam ottoman, la croyance en une Égypte ottomane. « En ce qui concerne la Tunisie, la plupart des photographies représentent des mosquées (...) donc rappellent l'appartenance de la Régence à l'*oumma* (nation) islamique plutôt qu'à l'Empire¹⁰. » Les photos des bâtiments publics, écoles, hôpitaux, en Syrie ou en Irak, en Tripolitaine donnent à voir un style architectural identique au style de ces mêmes institutions construites dans les provinces européennes ou en Anatolie. Architecture et photos signent l'« ottomanité » de ces territoires.

Si cette documentation iconographique témoigne de l'« appartenance » des provinces arabes à l'Empire, elle ne vise pas pour autant à signifier une homogénéité et l'unité des cultures entre les mondes arabe et turc. Les images des us et coutumes des Arabes, des « cérémonies de mariage en Égypte » ou de « costumes des habitants du Yémen » dénotent une présentation folklorique, ethnologique. Leurs mœurs et façons de vivre sont bien mises en scène sous le signe de l'exotisme et du pittoresque, comme l'affirme F. Georgeon. Elles s'opposent alors à l'idée d'une continuité culturelle – hormis l'islam – qui se déploierait sur un territoire allant d'Istanbul au Yémen en passant par la Syrie et l'Égypte, et

9. *Ibid.*, p. 365.

10. *Ibid.*, p. 366.

s'étendant sur les contrées de l'Afrique du Nord. La commune religion ne semble pas jouer le rôle d'un unificateur des manières de faire et des us et coutumes. Au-delà de l'appartenance à une même administration, celle de la Sublime Porte, les photos semblent établir au contraire, pour des lecteurs turcs, une distance avec les Arabes, ce qui dote ces derniers d'une altérité certaine, malgré la commune religion. Porté d'Istanbul vers l'étendue des territoires ottomans, le regard de la bureaucratie régnante et des élites turques distingue un paysage culturellement hétérogène où les provinces arabes apparaissent comme des contrées auxquelles il conviendrait d'amener le Progrès. Cela suffit-il à qualifier ce regard d'*orientaliste ottoman*? Ce terme implique deux conditions : la première, que les Ottomans aient auparavant intériorisé la vision, la hiérarchie des valeurs de l'*orientalisme occidental*, et qu'ils contemplent leur propre Orient à travers l'ensemble de cet appareillage de représentations. C'est ce que l'historien Selim Deringil soutient. Dans son ouvrage *The Well-Protected Domains. Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire (1873-1909)* [Deringil, 1998], il démontre que le mouvement réformiste ottoman de l'ère hamidienne (dernier quart du XIX^e siècle) témoigne bien de l'intériorisation, pas forcément intentionnelle d'ailleurs, des représentations européennes avec lesquelles il considère les Arabes. La deuxième condition est que les Arabes représentent une altérité essentielle pour les Ottomans, qu'ils signifient un Orient éternel, immuable, exotique et arriéré, à l'image de ce que les Ottomans ont eux-mêmes symbolisé pour l'Occident européen. Si la nature exotique et folklorique des provinces arabes n'impliquait pas forcément le caractère immuable de leur culture, la distance temporelle, le « retard » qu'elles mettaient en scène constituait bien le fondement d'une altérité sinon essentielle du moins pérenne aux yeux des élites ottomanes. On peut ainsi avancer que les deux conditions étaient satisfaites qui autorisent d'évoquer un orientalisme ottoman.

La nouvelle place des Arabes est concomitante de la matrice identitaire de l'Empire ottoman qui se reconfigure à la fin du XIX^e siècle, sous le règne du sultan Abdulhamid. Elle est distincte du paradigme identitaire initié par les réformes des *Tanzimat* (1839-1876). Dans le cadre du paradigme issu des *Tanzimat* les ambitions ottomanes étaient exprimées par des métaphores telles que le souhait de « rejoindre le concert des nations civilisées », ou bien de « ne pas rater le train du progrès en marche ». Tandis qu'Abdulhamid réactive les ressorts musulmans de l'identité ottomane, il resacralise sa place à la tête du monde islamique qu'il projette d'entraîner vers la modernité. Les Ottomans turcs, et en particulier la bureaucratie civile et militaire qui l'entourent, jouissent d'une avance notable dans l'accès à cette modernité qui s'échelonne selon une temporalité linéaire. Istanbul apparaît comme le sommet d'une organisation sociale à partir de laquelle se diffusent progrès et civilisation vers l'ensemble des territoires de l'Empire et particulièrement vers les provinces arabes. C'est ce que signifient, prononcés en

1872, les propos de Namik Kemal, poète jeune-ottoman. C'est d'Istanbul, dit-il, « que les divers accomplissements de notre siècle peuvent être présentés, annoncés à l'Arabie. Ainsi la prospérité future désirée du califat islamique sera la contribution des Turcs en premier et des Arabes en second¹¹ ».

Ainsi l'historiographie fait apparaître que les provinces arabes sont des éléments constitutifs du *paradigme ou matrice identitaire* de l'Empire ottoman finissant. Ce paradigme disparaîtra avec l'Empire mais on verra certains des éléments qui le constituent resurgir en Turquie un peu plus d'un siècle plus tard. En prolongeant ce canevas d'analyse jusqu'à l'ère contemporaine et républicaine turque, il devient possible de rendre compte des mutations des paradigmes identitaires dans la durée, de leur alternance ainsi que du regard porté sur les Arabes qui fluctue en concordance.

Représentations des Arabes dans la Turquie républicaine. De la devise « Paix dans le pays, paix dans le monde » à l'injonction « Zéro problème avec les voisins »

Le paradigme kémaliste

La première décennie du XX^e siècle et la Première Guerre mondiale ont eu raison de la politique hamidienne. Il était sans doute trop tard pour attendre un miracle des provinces arabes et qu'elles contribuent à sauver un Empire que l'histoire condamnait. Sur ses ruines devait se construire la République de Turquie fondée en 1923. Le nouvel État se définit sinon contre, du moins en rupture radicale avec l'Empire ottoman. La théocratie est abolie au profit d'une république dont la laïcité est certainement le trait le plus saillant et qui en fait une exception parmi les pays musulmans. L'islam cesse d'être le principe de légitimité qui fonde le droit, la légitimité du pouvoir politique et de l'action publique. Fin de la rhétorique des lois et des règlements qui énonçaient leurs raisons d'être en se référant à l'islam et à la tradition, au maintien de « ce qui a toujours été » (*kadimden olaberi gibi*)¹². Le lien qu'assurait la religion devenu « hors d'usage », toute nouvelle alliance avec les pays arabes doit alors être fondée sur des considérations strictement politiques et ce d'autant plus que le nouvel État ne se considérait guère

11. Traduit par Nora Seni, cité par Serif Mardin [1962, p. 332].

12. Pour l'analyse de la rhétorique des édits ottomans et la permanence de la formule « comme cela a toujours été » (*kadimden olaberi gibi*), voir Nora Seni [1984, p. 66-95].

comme le prolongement de l'Empire. La Turquie contemporaine avait détourné son attention des pays arabes. Ceux-ci ont peu compté en effet pour ce jeune pays, vestiges qu'ils étaient d'un univers auquel la Turquie n'était plus pressée d'appartenir, pas même pour le dominer.

L'Empire ayant perdu les territoires où l'élément turc musulman n'était pas majoritaire, la République turque se recentre sur les terres anatoliennes. La devise de Mustafa Kemal – fondateur de cette République – « Paix dans le pays, paix dans le monde » signe le « renoncement » à tout autre territoire. Dès 1924, la Turquie renonce au califat¹³ et à son influence auprès des anciennes provinces ottomanes. La Turquie renonce autant au panislamisme qu'au panturquisme, elle inscrit sa place au sein du « bloc » occidental par ses engagements. Membre de l'Otan depuis 1951, elle se porte candidate aux institutions qui ont précédé l'Union européenne dès les années 1960.

Cependant ce sont moins les alliances occidentales de la Turquie que ses choix de société introduits par les « réformes républicaines » des années 1920 et 1930 qui l'éloignent des pays arabes¹⁴. Ces réformes imposent la « purification » de la langue turque des vocables d'origine arabe et persane. Les mots qui se rapportent à cet instrument majeur du nationalisme qu'est la fabrication d'une nouvelle langue, ici le « nouveau turc » (*yeni Türkçe*), sont choisis dans le champ lexical de la « pureté » et de la « simplicité », évoquant le souci de remédier à une invasion ou à une pollution. Privilège des lettrés et des élites, l'usage de l'ottoman mêlant turc, persan et arabe est ainsi brusquement associé à un conservatisme réactionnaire. On peut à cette occasion faire remarquer la place paradoxale qu'occupe la langue arabe dans les représentations turques. Langue du Coran, elle possède le potentiel de relier le monde turc à l'ensemble du monde musulman. Pourtant, ce sont plutôt des usages séculiers qui assurent son ancrage dans la culture turco-ottomane. C'est dans cette langue, ainsi que dans le persan, que le turc a puisé ses formules de civilité les plus sophistiquées dont la cour a fait sa marque de distinction, c'est à ces idiomes qu'il a empruntés les formules ultra-hiérarchisantes et les vocables du cérémonial des élites. Le turc doit aussi à ces deux langues les instruments de sa pensée abstraite et mettra plusieurs décennies pour remplacer le « turc ancien » par le nouveau. Subsiste néanmoins dans la langue des usages

13. La veine génocidaire des Jeunes-Turcs qui éradiquèrent en 1915 la présence arménienne dans l'est de l'Anatolie contribua à consolider cette majorité démographique.

14. Évoquant la réaction des pays du Moyen-Orient face aux réformes entreprises par Mustafa Kemal, devenu président de la République turque, S. Yerasimos [1991, p. 173] écrivait que les Arabes « se voilent la face » et qu'il faudra attendre les années 1950 pour que « quelques leaders du monde arabe, comme Nasser ou Bourguiba, le mentionnent comme modèle à suivre, et cela fut sans lendemain ».

du mot « arabe » d'où se diffusent un sens péjoratif. Cela n'est pas étranger au double sens de ce terme. En effet, le mot arabe qualifie à la fois l'appartenance à l'ethnie – comme lorsqu'on dit d'un Égyptien ou d'un Syrien qu'il est arabe –, mais il désigne également l'homme de couleur noire. L'expression « *arap saçi* », littéralement « cheveux arabes », se dit d'une situation compliquée jusqu'à l'inextricable, comme prise dans une chevelure crépue : un sac de nœuds. Le dicton « Ni les sucreries de Damas, ni le visage de l'Arabe » (*Ne Sam'in sekeri, ne arabin yüzü*) exprime un « ni ceci, ni cela », quelque chose comme « ni le meilleur, ni le pire », le pire étant représenté par le visage de l'Arabe. « Que je me transforme en arabe si je mens ! » (*Yalan söyliyorsam arap olayim*) est une autre des expressions à consonance raciste mais qui échappe quand même à la franche grossièreté de quelques autres dictons se servant du mot arabe comme repoussoir.

L'alphabet arabe est abandonné en 1928 au profit des lettres latines. L'alphabétisation et l'intégration à l'univers occidental s'en trouvent simplifiées, mais cette mesure rend problématiques la communication avec les Arabes et l'accès au passé, à l'histoire ottomane. À partir de 1932, l'appel à la prière (*ezan*) ne se fait plus en arabe mais en turc. Cela ne dure qu'un temps et l'appel en arabe est rétabli en 1950 avec le passage au régime multipartite et le gouvernement du Parti démocrate.

Symbole incontournable des choix de société, la place des femmes devient pour la République turque un marqueur déterminant qui exprime son tropisme « occidental, moderne ». La non-mixité qui était encore la règle dans les transports à la fin de l'Empire est abolie. Le nouveau code civil octroie aux femmes le droit de vote dès le début des années 1930 et, symbole ultime, les femmes sont appelées à se dévoiler. Bref ce qui rattachait culturellement la Turquie à l'ensemble arabo-islamique est relégué dans les limbes d'un passé révolu... et un peu vite considéré comme obscurantiste. Quelques décennies plus tard, les classes moyennes et urbaines touchées par la modernisation formuleront leurs aspirations à un mode de vie occidental.

Durant cette ère dont les linéaments se prolongent jusqu'aux gouvernements islamo-conservateurs, les Turcs « oublient » les Arabes.

Cet effacement des Arabes et du Moyen-Orient du quotidien des Turcs apparaît bien comme une condition du succès des réformes de la jeune République et de l'identité qu'elle se donne¹⁵. La Turquie s'émancipe ainsi de l'islam à un

15. Pour l'historien Hasan Kayali, « le projet du régime républicain de former une identité turque séculaire s'accompagne du processus par lequel les Arabes se dotent d'une réelle altérité. (...) En tant que "autre" non seulement pour les Turcs mais aussi pour l'Occident séculier les Arabes ont joué un rôle dans la formation de l'idéologie kémaliste. Une image négative des Arabes s'est condensée à travers la presse républicaine, sa littérature et ses manuels scolaires »

niveau jamais atteint par un autre pays musulman. Les Arabes ne se rappelleront au bon souvenir de la population turque que par les informations lointaines au sujet de la question non résolue du vilayet de Hatay à la frontière avec la Syrie¹⁶. Une exception fera irruption et « scandale » dans cette ère d'oubli des Arabes : l'*arabesque*, une mode dans la chanson populaire *alla turca* qui troublera la « bien-pensance » des élites et traversera les années 1980 par des vibratos et chevrottements censés évoquer la musique arabe. Elle fera fureur, les notables feront la moue, la trouveront vulgaire et kitsch, se boucheront les oreilles, le commerce de la musique prospérera, les élites succomberont, s'encanailleront à la fredonner, se déhancheront en l'écoutant. L'*arabesque* aura désinhibé durablement l'indécrottable danseuse du ventre tapie dans les tréfonds des Turcs occidentalises et qu'une grand-mère, dans leur enfance, aura su instruire à la maîtrise des muscles abdominaux.

Erdogan ou le paradigme d'Abdulhamid revisité

En 2014, dans son allocution du 27 septembre, le Premier ministre turc du gouvernement islamo-conservateur M. Davutoglu exhortait les propriétaires des magasins dans les *malls* et centres commerciaux à inaugurer leurs journées par des prières collectives comme le faisaient à l'ère ottomane les *ahi*, des corporations religieuses et mystiques de métiers. Il tenait un discours émaillé de références coraniques et d'expressions arabes, inconnues des générations qui n'auraient pas fréquenté mosquées ou écoles d'imam et de prédicateur. Lors de son allocution prononcée quelques minutes après l'annonce des résultats des élections le 1^{er} novembre 2015, qui ont redonné la majorité absolue à son parti, l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir depuis 2002), le même Premier ministre n'a fait que peu de phrases qui n'invoquent Allah, ne promettent à ses électeurs prospérité dans ce monde et au Paradis. Comment la Turquie laïque en est-elle arrivée là ? Comment la prétention au « respect de nos traditions et de notre culture » formulée avec des références religieuses et parfois mystiques par le chef de l'exécutif en est-elle venue à fonder la légitimité de l'action publique ? Ahmet

(traduit de l'anglais par Nora Semi), in « Türklerin Araplara bakisi » (« Le regard des Turcs sur les Arabes »), Al Jazeera, 23 juillet 2014, <www.aljazeera.com.tr>.

16. Sous l'Empire ottoman, le sandjak d'Alexandrette, aujourd'hui vilayet de Hatay, fait partie de la province de Syrie. À la fin de la Première Guerre mondiale, le sandjak est rattaché à la Syrie sous mandat français, malgré les protestations turques. Lorsque la France signe en 1936 le traité qui prévoit la future indépendance de la Syrie, la Turquie exige que le sandjak soit traité comme unité distincte de la Syrie. Proclamé indépendant en 1938, celui-ci demande et obtient son annexion à la Turquie en 1939 sous le nom de vilayet de Hatay.

Davutoglu n'est bien entendu pas le seul politicien islamo-conservateur à puiser régulièrement dans le registre des références arabo-islamiques qui, désormais, constitue le répertoire rhétorique de l'AKP. Avec ces emprunts à ce référentiel que monopolisent les représentants de l'AKP, l'arabe fait un retour retentissant dans la langue turque. Ces usages linguistiques sont instrumentalisés par cette classe politique pour dire combien elle est affranchie des normes kémalistes et de la culture républicaine et instillent dans la société les valeurs d'un ordre moral et religieux. L'invasion de la parole publique par des références islamiques exprimées par des salves en arabe n'est que l'un des éléments, sinon d'une inversion, du moins d'une mutation radicale du paradigme identitaire de la Turquie kémaliste et de ses représentations.

Outre son utilité sur la scène domestique, on attend de cette mutation qu'elle facilite le rapprochement avec le monde arabe en diminuant les différences culturelles entre les deux univers. Il semble utile d'aplanir les différences saillantes – la place des femmes, la mixité, le vêtement, les lieux récréatifs, notamment les bars et restaurants où hommes et femmes trinquent ensemble – qui feraient obstacle à un continuum culturel souhaité entre Turcs et Arabes dans un contexte où l'Arabie saoudite et les Émirats reviennent dans la géopolitique régionale avec la puissance et le prestige que leur confère la manne pétrolière.

La consommation d'alcool fait partie des denrées à éradiquer de la scène publique, des rites de détente et des régimes alimentaires des Turcs. Les membres de l'AKP, l'entourage des figures publiques, ministres, maires, exhibent leur sobriété et exhortent à faire de même. Erdogan raille régulièrement « ces intellectuels qui sirotent leur raki en contemplant le Bosphore », formes et lieux de loisirs stambouliotes dont il n'est guère familier¹⁷. Par ces déclarations il en fait une question identitaire, « interdit » à ses adeptes ces usages et produit de la polarisation là où il n'y avait que des goûts individuels et des habitudes non clivantes.

Aussi tente-t-on de substituer progressivement à la mixité dans les usages urbains par des conduites où hommes et femmes sont séparés. Cela est déjà la règle dans les manifestations de l'AKP. En octobre 2015, la France s'étonnait de constater que pour son meeting de campagne à Strasbourg où il réunissait les Turcs de la diaspora européenne, le président Erdogan avait réussi à imposer que femmes et hommes venus l'acclamer se tiennent séparément. Dans les écoles publiques d'imams et de prédicateurs qui forment de plus en plus de jeunes (on attend près d'un million de diplômés en 2016), la non-mixité s'applique dès le début du

17. Il arrive que des lieux et places publiques à Istanbul investis par des jeunes buveurs de bière, comme la place de la Tour de Galata, les escaliers du quartier « bobo » de Citangir soient attaqués par des groupes armés de bâtons et, en février 2016, de pistolets, scandant : « Allah Akhbar ».

secondaire et l'État souhaite ne financer de nouveaux campus universitaires qu'à condition qu'ils soient non mixtes.

Dans la même lignée, on peut compter les célébrations républicaines qui disparaissent, comme celles du 19 mai, dédiées à la jeunesse célébrées traditionnellement par des manifestations de gymnastique en stade par des jeunes gens et short et qu'on ne savait plus comment vêtir. De nouvelles fêtes nationales émergent. Le nouveau roman national minimise le moment républicain et la révolution kémaliste, il relie la Turquie contemporaine à l'époque de l'Empire ottoman conquérant, au XVI^e siècle. Désormais la conquête d'Istanbul en 1453 est fêtée chaque 29 mai. Un musée – sommaire – est consacré à la gloire de cet exploit qui est présenté comme une avancée de l'islam.

L'AKP semble s'inspirer de la stratégie du sultan Abdulhamid et remet l'islam au cœur de sa politique pour qu'il fasse lien avec le monde arabo-musulman. C'est bien à cela que vise l'injonction d'Ahmet Davutoglu, le fameux « zéro problème avec les voisins », une ligne *géoculturelle* qui favoriserait *in fine* les échanges économiques avec les pays musulmans, voisins et éloignés. Contrairement à la devise kémaliste « Paix dans le pays, paix dans le monde », l'injonction de M. Davutoglu n'implique aucun renoncement. Au contraire, il tente d'écarter les obstacles à une ouverture économique tous azimuts dans la région et vise à l'intensification de la collaboration industrielle et des échanges commerciaux avec le monde arabe et musulman, à l'élargissement des marchés turcs. Publié en 2001, « Profondeur stratégique » est l'ouvrage dans lequel A. Davutoglu théorise cette stratégie.

Cette injonction « zéro problème avec les voisins » n'est publiquement activée qu'à partir des années 2006-2007 qui voient se constituer un front franco-allemand pour dénier à la Turquie l'espoir de voir un jour sa candidature à l'UE – officielle depuis fin 2004 – aboutir. Dans leur souci commun de « couper l'herbe sous le pied de l'extrême droite », les chefs des deux gouvernements renchérissent d'arguments et font de leur opposition à l'intégration de la Turquie à l'UE un marqueur majeur de leur campagne.

Tout comme la politique hamidienne qui se consolide après le traité de Berlin et l'affaiblissement de l'Empire en Europe, ce n'est qu'après les rebuffades qui lui viennent d'Europe que le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan (RTE) oriente ses efforts vers les pays arabes voisins, sans d'ailleurs quitter le bloc occidental pour autant. Et pour bien afficher sa volonté de rapprochement avec les pays arabes, il utilise la recette qui réussit toujours : exposer un désaccord radical avec Israël. La Turquie l'a déjà mise en œuvre en 1965 après avoir pris conscience de son isolement sur la scène internationale lorsqu'à l'Assemblée générale des Nations unies seuls cinq pays ont voté pour la thèse turque au sujet de la question chypriote et que la plupart des pays arabes ont voté contre. La Turquie tenta alors de renouer avec ces derniers en leur donnant des gages dans le domaine auquel ils sont le plus

sensibles : lors de la guerre des Six Jours en 1967 elle condamna Israël [Yerasimos, 1991, p. 186]. Erdogan suit la même voie. Sur un plateau de télévision, pendant le forum économique de Davos en 2009, il prend à partie Shimon Péres, alors président d'Israël, en lui assénant : « Quand il s'agit de tuer, vous savez très bien comment faire. Je sais comment vous avez frappé et tué des enfants sur les plages. » Cette saillie vaut à Erdogan d'être acclamé par la « rue arabe » mais suscite également l'irritation des dirigeants arabes que de telles postures embarrassent. Bien qu'Erdogan ait récidivé l'année suivante avec l'affaire *Mavi Marmara*, la flottille « humanitaire » qui devait briser le blocus de Gaza, il n'a guère réussi à transformer l'importance régionale de la Turquie en véritable influence diplomatique. Néanmoins, la Turquie réussit dans ce premier temps à gagner la sympathie de la Syrie, traditionnel ennemi de Tel-Aviv. La même année, une coopération militaire entre la Turquie et la Syrie est annoncée et le président Gül se rend à Damas.

Danse avec Bachar

La courte lune de miel avec la Syrie sera le symbole éphémère de la politique de « zéro problème avec les voisins ». En fait, un processus d'ouverture, doublé d'une libéralisation économique, est déjà en cours en Syrie depuis que Bachar el-Assad a pris la succession de son père Hafez en 2000. Bachar conduit une politique de renforcement régional, tente de se rapprocher de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, de l'Iran, de la Jordanie. La perspective de renouvellement des infrastructures portuaires et ferroviaires annonce de grands travaux. L'essor de l'économie syrienne attire l'attention des hommes d'affaire turcs. Dans le contexte de l'isolement qu'induit le voisinage inattendu avec les États-Unis, force occupante de l'Irak à partir de 2003, la Syrie considère alors la Turquie comme « la clé de la porte de l'Europe » ainsi que le confie le ministre syrien de l'Économie à une journaliste turque¹⁸. Ces orientations syriennes et le projet du gouvernement Erdogan, qui souhaite diversifier et intensifier l'emprise des liens économiques turcs dans la région, convergent. Seront opportunément oubliés les conflits qui longtemps ont pesé sur les relations entre les deux pays ; le contentieux au sujet du sandjak d'Alexandrette qui a joué les prolongations jusqu'à la fin des années 1990, l'appui de Hafez el-Assad au PKK, son refus d'extrader son chef, Abdullah Öcalan, réfugié et actif à partir des territoires syriens de 1979 à 1998. La question de l'eau avait également inquiété la Syrie qui s'était sentie « agressée » par la mise en œuvre du projet de développement de la région sud-est de l'Anatolie, le GAP,

18. Ferai Tinç, *Hürriyet*, 17 mai 2002, cité par Kaya, Uğur et Yankaya, *Les Relations de la Turquie avec la Syrie*, Les dossiers de l'IFEA, 2013, p. 38.

et son axe hydraulique comprenant la construction de plus d'une vingtaine de barrages sur le Tigre et l'Euphrate. Mais les nouvelles orientations des deux pays n'ont cure de ces tensions. En 2010, la Turquie supprime le visa d'entrée pour les Syriens et, l'année suivante, des négociations sont entamées pour la modernisation du poste frontière de Nusaybin-Kamashli. Bachar el-Assad et son épouse sont accueillis dans les appartements de M. et Mme Erdogan, les couples posent en vieux amis pour les caméras. D'autres projets sont évoqués, l'intégration des réseaux de gaz naturel des deux pays, la création d'une banque turco-syrienne, la construction d'un « barrage de l'amitié » sur l'Oronte, qui dit mieux¹⁹ ? Lancée sur cette ligne de coopérations tous azimuts la Turquie hésite au début du soulèvement syrien en mars 2011 à prendre frontalement position contre Bachar el-Assad. Ce n'est qu'en juin de la même année que les relations se dégradent rapidement. « Un mois après avoir déclaré qu'el-Assad était un "ami", Erdogan dénonce sa "sauvagerie" et son comportement "inhumain" vis-à-vis de l'opposition. En août, il va jusqu'à comparer la répression à Hama et à Lattaquié à des actes perpétrés en son temps par Saddam Hussein²⁰. » Une fois prise une telle position frontale contre la Syrie de Bachar el-Assad, Erdogan ne pourra faire marche arrière. Les considérations sécuritaires concernant ce pays, avec lequel la Turquie partage 900 km de frontière, induiront son président à faire de la destitution de Bachar un préalable. L'Armée syrienne libre installera son bureau à Istanbul. Interrogé sur son empressement à prendre parti dans le conflit syrien, Erdogan présentera sur la scène domestique l'implication de la Turquie comme un devoir religieux. « Que nous dira saint Hızir dans l'autre monde si nous ne venions en aide à nos frères ? » plaidera-t-il. On connaît la suite : l'entrée en jeu des djihadistes, des combattants d'Al-Qaïda et de Daech, la position ambivalente et fluctuante de la Turquie réticente à s'engager auprès de la coalition anti-Assad²¹... Et 2 200 000 réfugiés syriens dispersés sur les territoires turcs, selon les estimations de 2015.

Cohabitation avec les Arabes en Turquie même

Aujourd'hui les Arabes ne constituent plus cette population géographiquement lointaine, qui vit ailleurs, en Arabie, en Syrie, en Irak ou en Afrique du Nord.

19. *Ibid.*, p. 53.

20. Simon Fauret, « Le rôle de la Turquie et de la question kurde dans les conflits irakiens et syriens. Partie I: Ankara face à Damas », *Les Clés du Moyen-Orient*, <www.lesclesdumoyenorient.com>, 26 mai 2015.

21. Au sujet du rôle de la Turquie dans la guerre syrienne à ses frontières, notamment dans l'approvisionnement en armes des forces djihadistes (Daech, Al-Qaïda, etc.), voir Fehim Tastekin.

Ils sont présents sur le territoire turc. Les Arabes sont réfugiés, ils sont touristes, ils sont propriétaires de résidences, de logements.

Au sujet des 2 200 000 réfugiés syriens dont une petite minorité seulement vit aujourd'hui dans les camps (environ un dixième)²² on pourrait questionner les réactions de la population des villes qui accueillent la plus grande partie des flux. On ne peut s'empêcher de penser que la situation de milliers de femmes²³ seules avec enfants, de jeunes orphelins qu'aucune organisation publique ne protège donne lieu à des abus, à des trafics et à de l'exploitation en tous genres²⁴. 35 000 enfants sont nés en Turquie de femmes syriennes depuis le début du conflit. Cependant, seuls d'épisodiques confrontations entre population locale et réfugiés, rangées sous la rubrique des faits divers, retiennent l'attention des médias. 400 000 des 600 000 enfants syriens ne sont pas scolarisés en Turquie, précise le rapport de Human Rights Watch du 8 novembre 2015²⁵. Les conflits dont la presse nationale se fait l'écho semblent limités à des disputes entre locataires et propriétaires de logement ou à des litiges salariaux, sachant que les réfugiés constituent une main-d'œuvre corvéable dont on néglige parfois de payer le salaire... Aucun des partis politiques n'a fait de la question des réfugiés un thème de ses campagnes électorales de l'année 2015,

22. « Effects of the Syrian refugees on Turkey », ORSAM (Center for Middle Eastern Strategic Studies), rapport n° 195, janvier 2015. Les études concernant les réfugiés syriens en Turquie émanent de journalistes et d'ONG turques (TESEV-Turkish Economic and Social Studies Foundation, ORSAM, Multeci-DER) qui s'informent également auprès d'organes des Nations unies, notamment du Haut-Commissariat pour les réfugiés et de l'ONG Human Rights Watch. L'État turc communique très peu, sinon pas du tout, sur une documentation synthétique établie par ses services.

23. La journaliste Mehves Evin fait état de centaines de « comariages religieux », non reconnus par la loi turque, de très jeunes filles prises pour seconde épouse (*kuma*) dans les villes du Sud-Est anatolien comme Hatay, Urfa, Kilis, Gaziantep. « Syrian refugees sold as “co-wives” in Turkey », *Contributoria*, 2014, <www.contributoria.com>.

24. L'ONG turque Multeci-Der explique que les réfugiés syriens sont soumis au régime inauguré par l'UE durant la guerre du Kosovo, la « protection provisoire », ensemble de droits limités à trois ans, dont une circulaire fixe les directives d'application mais celles-ci ne sont pas portées à la connaissance de l'opinion publique en Turquie. Le représentant de l'ONG précise qu'une bonne partie de la population est en empathie avec les Syriens. Une autre partie craint leur instrumentalisation qui va jusqu'à être inquiet de les voir voter avec des papiers d'identité que les partisans du gouvernement leur auraient fait établir, rumeur absolument pas vérifiée. La Turquie n'est pas immunisée contre les réflexes xénophobes qui se réveillent notamment au moment d'épidémies que « l'autre » aurait introduit dans le pays.

25. « Turkey: 400 000 Syrian children not in school. Language, economic hardship keep young refugees out of class », <https://www.hrw.org/node/282910/>, mis en ligne 8 novembre 2015. Le droit international contraint la Turquie à scolariser tous ces enfants en primaire et à leur donner accès à l'enseignement secondaire.

aucune mairie n'a communiqué sur les difficultés suscitées par l'occupation des parcs, par l'installation sur ses trottoirs de centaines de mendiants. S'il faut certainement saluer le sens de l'hospitalité des Turcs en général et vis-à-vis des Syriens en particulier, il faut aussi garder en mémoire que la population n'a pas eu le choix et que la rhétorique de leur président leur a assigné le devoir d'accueillir ces « invités » (*misafir*). « Invité » est un qualificatif qui ne leur confère aucun droit particulier (ils sont néanmoins couverts par le régime de la protection), contrairement au statut de réfugié que ne leur reconnaît pas la Turquie, laissant dans l'indéfinition la question de leur accès à l'emploi, à l'éducation et aux services de santé. Cependant ils font nombre et occupent, surtout depuis 2015, une place centrale dans les négociations de la Turquie avec l'Union européenne.

La présence arabe sur le territoire turc est renforcée par des centaines de milliers de touristes de l'Arabie saoudite, du Qatar, de l'Afrique du Nord qui choisissent chaque année la Turquie. Les Saoudiens occupent la cinquième place, derrière les Anglais, les Russes, les Nord-Américains et les Allemands dans le classement des touristes établi par Visa Europe en fonction de leurs dépenses en Turquie. Cet organisme déclare que les dépenses en carte Visa des touristes saoudiens ont grimpé de 72 % de 2013 à 2014, tandis que le total des dépenses de l'ensemble des pays occidentaux cités n'a augmenté que de 30 %²⁶. À Istanbul, pour les cinq premiers mois de 2015, le rapport du ministère de la Culture et du Tourisme annonce²⁷ une augmentation de 18 % de touristes venus d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie, du Soudan et du Qatar et une augmentation de 30 % de touristes iraniens alors que le nombre d'Italiens et de Russes diminuent de respectivement de 17 % et 16 %. Le tourisme russe risque de s'effondrer suite à l'avion russe abattu par l'armée turque en novembre 2015, Poutine ayant donné pour consigne à ses citoyens de ne plus se rendre en Turquie pour leurs loisirs. Le tourisme arabe ne se concentre pas uniquement sur les grandes villes comme Istanbul mais se dirige aussi vers Bursa, première capitale de l'Empire ottoman naissant, au sud de la mer de Marmara, et qui reçut 600 000 touristes du Koweït, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats en 2014²⁸. Une partie de ces touristes se porte acquéreur d'immobilier dans les villes côtières de la mer Noire, notamment à Ordu, monte des projets de construction de villages de vacances²⁹. Le directeur régional du ministère de la

26. Kadife Sahin, « Arap turistler kesenin agzini açti », *Milliyet*, 6 octobre 2014.

27. *Milliyet.com.tr*, 17 juin 2015, <http://www.milliyet.com.tr/istanbul-turizmde-eksenkaymasi-yasiyor-istanbul-yerelhaber-843317/>

28. Chiffres précisés par le représentant de l'Union des agences touristiques de Turquie que cite le quotidien *Milliyet*, 18 juin 2015.

29. Le gouverneur de la ville d'Ordu confie qu'une trentaine de milliers de touristes ont acquis, en 2015, pour 50 millions de dollars d'immobilier, notamment des terrains dans la vallée

Culture et du Tourisme annonce pour l'année 2016 l'inauguration de vols directs des villes du Moyen-Orient vers Ordu et vers la cité voisine, Giresun. Ce tourisme est reconnaissable à ses habitudes vestimentaires et ses usages. Cependant, aucune recherche systématique ne s'est attachée à explorer en Turquie les mutations des représentations que suscite ce tourisme qui fait les beaux jours de l'hôtellerie et des commerçants. Aucune étude ne s'est penchée sur les réactions des femmes turques des quartiers occidentaux d'Istanbul fières de leur « avance » quant à leurs droits d'électrices. Le spectacle de familles avec épouses, souvent en voile intégral, et qui s'offrent voyages et hôtels luxueux suscite-t-il, chez elles, la crainte qu'une partie de la population islamo-conservatrice soit séduite par cette association entre prospérité et soumission des femmes ? Interrogés, les Turcs continuent majoritairement à exprimer leur confiance en l'accumulation culturelle que la laïcité a rendue possible.

On peut établir, pour conclure, qu'à chaque fois que l'Europe se détourne de la Turquie ottomane ou républicaine, celle-ci renforce les éléments de son paradigme identitaire qui la rapprochent des Arabes, sans jamais toutefois quitter, du moins jusqu'à aujourd'hui, la voie dont l'Occident et l'Europe constituent l'horizon. Cependant, la nouvelle situation qu'offre à nos yeux la cohabitation, sur le territoire turc, entre Arabes et Turcs n'a-t-elle pas le potentiel de remettre en cause cette alternance de la place des Arabes dans les relations que la Turquie entretient avec l'Europe ?

Bibliographie

- CIÇEK T. (2012), « Erken Cumhuriyet dönemi ders kitapları çerçevesinde Türk Ulus kimliği insani ve "Arap ihaneti" » (« La construction de l'identité nationale turque dans le cadre des manuels scolaires des premières années de la République »), *Divân, Disiplinlerarası çalismalar dergisi (Diwân, revue des études pluridisciplinaires)* vol. 17, n° 32, p. 169-188.
- DERINGIL S. (1998), *The Well-Protected Domains. Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres, I. B. Tauris.
- DUMONT P. et GEORGEON F. (1989), « La mort d'un empire », in MANTRAN R. (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard.
- FUAT D. (2010), *Crime of Numbers. The Role of Statistics in the Armenian Question (1878-1918)*, Piscataway, NJ, Transaction Publishers.
- GEORGEON F. (2009), *Sous le signe des réformes*, Istanbul, Isis.
- GEORGEON F. (2003), *Abulhamid II, le sultan calife*, Paris, Fayard.

de Carsamba. « Araplar Ordu'da 50 milyon dolarlık gayrimenkul aldı » (Les Arabes ont acheté pour 50 millions de dollars d'immobilier), *Finans Haber*, 30 juin 2015.

HÉRODOTE

- KAYA U. et YANKAYA D. (2013), *Les Relations de la Turquie avec la Syrie*, Les dossiers de l'IFEA.
- KREISER K. (2010), *Atatürk*, Istanbul, Iletisim.
- MAKDISI O. (2002), « Ottoman orientalism », *The American Historical Review*, vol. 107, n° 3, p. 768-796.
- MARDIN S. (1962), *The Genesis of Young Ottoman Thought. A Study in the Modernization of Turkish Political Ideas*, Princeton, p. 332.
- SENI N. (1984), « Ville ottomane et représentation du corps féminin », *Les Temps Modernes*, juillet-août, p. 66-95.
- TASTEKIN F. (2015), *Suriye Yikil Git Diren Kal* (« Syrie, Détruis-toi et va-t'en, Résiste et reste »), Istanbul, Iletisim, novembre, 470 p.
- YERASIMOS S. (1991), « Les Arabes et les Turcs », *Hérodote*, 1^e et 2^e trimestre, p. 169-195.